



Distorsion entre économie mondiale et Etat-Nation

Au cours des vingt dernières années, le niveau de vie des Luxembourgeois a quasiment doublé. Cette prospérité est en grande partie due à l'intégration de plus en plus forte de l'économie luxembourgeoise dans l'économie européenne, voire mondiale. Le prix à payer pour notre bien-être matériel semble donc être une plus grande dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Au niveau de la détermination de la politique économique, la marge de manoeuvre s'est rétrécie. Si ce fait n'est peut-être pas étonnant pour une économie de très petit espace, comme celle du Luxembourg, force est de s'apercevoir qu'aujourd'hui, même dans les principaux pays européens l'on s'interroge sur les marges de manoeuvre en matière de politique économique(1). De façon générale, l'économie mondiale est en train de se développer sans l'assentiment de l'Etat-nation - en rétrécissant même les fonctions et le pouvoir de ce dernier.

Dans la suite nous voulons essentiellement aborder quelques aspects de cet antagonisme entre l'Etat-nation et l'économie mondiale.

Au début des années 70, le Centre sur les sociétés transnationales des Nations Unies a estimé que la valeur de la production internationale des filiales à l'étranger des entreprises américaines était quatre (4!) fois et demi plus importante que la valeur des exportations des Etats-Unis. Pour le Royaume-Uni le rapport était de 2,5 et pour la France et la RFA égal à l'unité. Malheureusement ces données n'ont pas été actualisées, mais les chiffres récents doivent sans doute être encore supérieurs.

D'autres études des organisations internationales notent que le tiers du commerce mondial est constitué par des flux intra-firmes.

Ces deux références chiffrées mettent en exergue le processus d'internationalisation de la production et soulignent l'immersion croissante des économies "nationales" dans l'économie mondiale.

De l'économie internationale à l'économie mondiale

Alors que les entreprises continuent à exporter une partie de leur production à l'étranger et à importer des biens et des services, elles développent aussi, et dans des proportions croissantes, leur production hors des frontières. Au niveau global, celui de la macro-économie, cette évolution ne peut pas être sans conséquences sur le fonctionnement des économies nationales.

Pourtant dans le modèle traditionnel de l'économie internationale, celui de la division internationale du travail, ce phénomène (de la délocalisation de la production, et partant, du mouvement des capitaux) n'est pas pris en considération. Les analyses y afférentes ne retiennent qu'une seule dimension, celle des échanges commerciaux entre les nations. Au coeur de cette vue du système économique international se trouve l'Etat-nation, et

l'hypothèse principale du modèle est l'immobilité des facteurs de production. (2)

Par conséquent la prise en compte des mouvements internationaux de capitaux ferait voler en éclat ce postulat de base de la théorie de l'échange. (3)

Un autre postulat qui empêche le modèle théorique traditionnel de voir les phénomènes liés aux mouvements d'investissement direct est l'existence d'une concurrence pure et parfaite. Dans la réalité, les investissements directs à l'étranger sont souvent effectués par de très grandes firmes multinationales de nature oligopolistique.

Il est important de souligner qu'à l'époque où Ricardo définissait les principes de la division internationale du travail, les flux de marchandises constituaient l'essentiel de l'activité internationale. Aujourd'hui toutefois la production des entreprises hors de leurs Etats d'origine est nettement supérieure aux exportations comptabili-



sées par ces Etats (cf. plus haut). Le phénomène de l'internationalisation de la circulation des marchandises (dont traite la théorie traditionnelle de l'économie internationale et auquel se réfèrent encore la majorité des économistes et des hommes politiques) est dépassé par la multinationalisation de la production et de la finance.

En effet c'est à l'échelle de la planète que les grandes entreprises définissent aujourd'hui leur stratégie productive, commerciale et financière.

Leurs unités de production sont disséminées à la surface du globe pour répondre aux impératifs des marchés - qui ont également une dimension planétaire - et à la croissance de l'entreprise.

Au niveau des mouvements de capitaux les effets de la mondialisation sont encore plus probants. Avec la dématérialisation de la monnaie il est en effet possible d'effectuer des opérations dans le monde entier sur simple appel téléphonique. Des capitaux circulent à toute heure, d'une place financière à une autre par jeux d'écritures immédiats.

Ce marché global des capitaux utilise, tout en le développant, un formidable réseau de communications. Un espace abstrait vient ainsi se superposer aux cadres géographiques traditionnels, en s'élevant au-dessus des frontières. Les Etats ne semblent plus contrôler ces flux innombrables. Aussi les forces économiques risquent-elles d'effacer progressivement les vieux découpages étatiques de la terre. En tout cas, la mondialisation de l'économie a modifié en profondeur notre système économique et elle met en question notre vision du monde à travers le prisme de l'Etat-nation.

Antagonisme entre Etat(-Nation) et économie (mondiale)

Les Etats-nations existent encore et jouent un rôle actif dans le fonctionnement de l'économie mondiale. Ce qui a changé, ou est en voie de changement, c'est leurs caractéristiques.

Bien des fonctions gouvernementales, qui étaient jadis l'apanage de l'Etat-nation, gravitent aujourd'hui autour d'institutions supranationales (4) et d'entreprises multinationales. Les Etats-nations ne sont plus seuls à quadriller, organiser l'espace planétaire. D'autres acteurs coexistent et interfèrent avec les Etats. Ce qui caractérise ces autres acteurs, c'est qu'ils sont les vecteurs de la mobilité des facteurs de production: des capitaux, mais aussi - dans une moindre mesure - des hommes et des technologies.

Les flux de marchandises, la délocalisation de la production et la circulation des capitaux sont de plus en plus contrôlés par des agents dont l'horizon stratégique est multinational, voire mondial - transgressant par moments l'autorité de l'Etat-nation. (5)

La délocalisation de la production est d'ailleurs un témoignage contemporain de l'antagonisme Etat/économie.

La notion d'Etat est fortement liée au territoire; il n'y a pas d'Etat sans territoire. Le territoire délimite la souveraineté de l'Etat.

L'économie elle se présente plutôt comme un réseau de flux. Même l'économie "nationale" n'est qu'un



in: Le Monde

Dessin de CAGNAT.

découpage de quelque chose de beaucoup plus vaste qui ne se limite pas à ce territoire. Elle n'est plus qu'une partie momentanément isolée d'un tout qui la déborde, la dépasse. C'est évidemment pourquoi il est tout à fait impossible de parler de l'économie nationale hors du contexte mondial. Si le commerce extérieur demeure une notion attachée à l'Etat, il en est différemment de l'investissement à l'étranger. S'implanter à l'étranger est avant tout une pratique économique, à l'égard de laquelle les Etats sont permissifs ou réticents mais en fin de compte impuissants.

Il serait cependant faux de conclure au dépérissement de l'Etat. Les Etats nationaux continuent à exister. Il est impossible à cette époque encore de les mettre entre parenthèses au profit exclusif des agents multinationaux. Plusieurs variables dépendent encore des décisions étatiques; citons à titre d'exemple le cadre législatif et réglementaire, la gestion de la monnaie, la politique des salaires et de redistribution du revenu national, les aides et les subventions aux entreprises y compris aux multinationales.

D'ailleurs dans leurs choix de localisation ces dernières n'oublient pas de considérer les systèmes d'aides et d'incitation des différents Etats d'accueil. Toutefois c'est notamment par ce biais que les grandes firmes arrivent à imposer leurs critères, voire leurs préférences - surtout lorsqu'elles ont le choix entre plusieurs lieux d'investissement. Ce phénomène met également en lumière l'asymétrie entre le pouvoir de la grande firme et de l'Etat-nation et, à fortiori, de la petite nation.

Aussi, face à la stratégie des firmes - notamment multinationales - (qui n'obéissent guère à des considérations nationales, mais plutôt à des considérations globales de maximisation des profits et de contrôle des marchés), la politique économique "nationale" ne pourrait consister que dans la création d'un climat d'investissement alléchant et dans l'augmentation de l'attractivité au rythme des améliorations dans les pays de la région.

La mondialisation de l'économie soumet ainsi l'autonomie et la souveraineté de l'Etat à des pressions et des contraintes appelant au mieux à une plus grande intégration politique. Si un tel processus d'intégration (qui s'est réalisé notamment en Europe) implique certaines concessions, voire contraintes de la part de l'autorité politique nationale, il est indéniable qu'il peut, dans certaines limites, renforcer l'emprise politique de l'Etat-nation sur le monde économique. Mais même en dehors de ces évolutions positives au niveau

"C'est la forme de l'Etat-nation qui ne semble plus être adaptée à la complexité des interdépendances et à la multiplicité des régulations économiques. Le plurinational et l'infra-national prennent en taille la forme d'Etat qui a mené à bien la révolution industrielle, mais qui est contestée par des circulations d'informations se jouant des frontières et par le foisonnement d'initiatives qui n'ont pas la nation pour cadre de référence. L'Etat-continent est la forme dans laquelle se feront probablement les réorganisations des décisions publiques. La monnaie est par excellence (...) l'institution qui doit maintenant être établie sur un espace continental (...). L'ECU est le symbole de l'avenir de l'Europe."

Michei Aglietta

extrait du livre: *L'ECU et la vieille dame - Un levier pour l'Europe* (CEP II)

Paris Economica 1986 (176 pages)
cité in "Le Soir" du 28 novembre 1986

politique, les rayons d'action des Etats-nations, et surtout des petites nations, semblent rétrécis.

Cette contraction du champs d'action politique dans le domaine économique est essentiellement due au fait que la mondialisation de l'économie implique:

- une multiplication des interférences
- une intensification des interdépendances
- (et surtout) une divergence croissante de la base spatiale respectivement de la souveraineté politique et de l'activité économique.

Au-delà de ce rétrécissement vraisemblable de la marge de manoeuvre politique, la complexité des imbrications a pour conséquence qu'il devient de plus en plus difficile:

- de déceler concrètement les marges de manoeuvre "nationales" réellement existantes
- de prévoir les effets d'éventuelles initiatives à prendre et même d'évaluer a posteriori les résultats de certaines actions.

Finalement la distorsion croissante entre l'Etat-nation et l'économie soulève la grave question du fondement même de la souveraineté nationale:

"La souveraineté nationale qui implique en principe l'indépendance s'évanouit si, économiquement, les gouvernants ne peuvent pas choisir une fonction d'objectif et favoriser, pour la mettre en oeuvre, un agencement de moyens à la disposition des nationaux et de l'Etat." (6)

Guy SCHULLER

- (1) Voir notamment le débat très large sur "la contrainte extérieure" en France, en particulier dans la revue "Economies et Sociétés" et "Die Zukunft der Globalsteuerung", Prof. Dr. Jürgen Kromphardt, in: Wirtschaftsdienst 1986/ VII.
- (2) Or l'on se rend compte que par exemple l'économie luxembourgeoise s'est surtout développée grâce à la mobilité tant du facteur capital (investissements directs étrangers au Luxembourg) que du facteur travail (immigration).
- (3) Les théoriciens qui ont tenté d'introduire la mobilité des facteurs de production dans le modèle traditionnel ont été logiquement conduits à une conclusion paradoxale pour une théorie visant à rendre compte du commerce international: si les facteurs de production se déplacent, les flux de marchandises s'arrêtent.
- (4) par exemple dans le domaine agricole pour les Etats-membres de la CE
- (5) Si cette constatation est sans doute vérifiée pour la quasi-totalité des Etats, il est évident que les interférences influent différemment d'un Etat à l'autre, et p.ex. à un degré très faible pour une puissance politique et économique comme les Etats-Unis.
- (6) François Perroux, L'indépendance de la nation Paris, Plon, 1971 p.7.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES:

- François Perroux, "Grande firme et petite nation" in: Economies et Sociétés (tome II, no 9, septembre 1968)
- François Perroux, L'indépendance de la nation, Paris, Plon, 1971 (Coll. 10/18)
- François Perroux, Dialogue des monopoles et des nations, Presses universitaires de Grenoble, 1982
- Mario Hirsch, Servitudes et ressorts de la politique extérieure d'un petit pays (série de 5 articles in "Letzeburger Land" à partir du 15 mars 1974)
- Mario Hirsch, La situation internationale des petits Etats: des systèmes politiques pénétrés. L'exemple des pays du Benelux in: Revue française de science politique, vol. XXIV, no 5, octobre 1974)
- M. Cicurel, J. Klein, C.A. Michalet, F. Rachline, C. Stoffaës, Une économie mondiale, Hachette (Collection Pluriel), Paris 1985
- "Economies et sociétés":
- La contrainte extérieure (no 4, avril 1985)
 - Contrainte extérieure, politique de l'emploi et politique sociale (no 1, janvier 1986)
 - Nations et systèmes productifs (no 5, mai 1986)

Mafalda
par Quino

